



## COMMUNIQUE N°003/CREFDL/DG.VM/2024

### **RDC : Non au monnayage du vote de confiance du Gouvernement**

**Kinshasa, le 11 juin 2024** : Dans le cadre de l'exécution du pilier 1 axé sur le Monitoring budgétaire et l'engagement citoyen, le Centre de Recherche en Finances Publiques et Développement Local (CREFDL) suit de près la gestion des deux chambres du Parlement de la République Démocratique du Congo. A la veille de l'investiture du nouveau Gouvernement, les informations concordantes venant de l'Assemblée nationale sont de plus en plus inquiétantes.

CREFDL constate que les faits décrits dans son rapport<sup>1</sup> publié le 9 mai dernier refont surface et se consolident actuellement. Selon les entretiens effectués avec 20% des députés nationaux et assistants parlementaires, il s'avère que chaque député aurait touché **30.000 \$**<sup>2</sup> pour participer au vote de confiance du nouveau Gouvernement, qui aura lieu ce mardi 11 juin. Ce sont près de 14 millions \$ décaissés par l'Etat pour motiver les députés nationaux. Un montant qui n'est pas retracé dans la Loi des finances, exercice 2024. Pour CREFDL, ce montant décaissé unilatéralement pourrait financer la construction d'au moins 10 laboratoires médicaux modernes dans 10 provinces, si l'on tient compte du **Pilier IV** du Programme d'Actions du nouveau Gouvernement, intitulé « **Garantir l'accès aux services de base** »<sup>3</sup>.

CREFDL rappelle que ces pratiques de corruption ne peuvent en aucun cas renforcer le contrôle de l'action du Gouvernement. Au contraire, l'Assemblée Nationale se fragilise davantage et ne saurait jouer pleinement son rôle. « *Ces paiements en espèces effectués par le caissier de l'Assemblée nationale sont des indices de blanchiment des capitaux. La justice devrait enquêter* », a déclaré Valéry MADIANGA, Coordonnateur national du CREFDL. « *Comment payer à cette hauteur là un député national, qui est déjà pris en charge par l'Etat et dispose d'un salaire de prestige ?* », s'interroge-t-il.

CREFDL note que le programme du nouveau gouvernement contient des informations qui devraient susciter un débat de fond des élus nationaux. Face à ces informations troublantes, CREFDL craint que cette législature soit pire que la précédente, dont la gestion a été caractérisée par des pratiques de corruption et d'achat de consciences des élus nationaux.

Contacts :  
**Service de communication**  
E-mail : [crefdl.asbl@gmail.com](mailto:crefdl.asbl@gmail.com)  
Téléphone : +243 97 94 60 265

<sup>1</sup> <https://www.crefdl-asbl.org/index.php/documents-crefdl/rapport-d-etudes/category/14-rapport-d-etudes>

<sup>2</sup> Entretiens effectués entre CREFDL et quelques députés nationaux élus ainsi que les assistants parlementaires.

<sup>3</sup> Programme d'Actions du Gouvernement 2024-2028, p.44.